

Broglie  
27270



Mairie

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

\*\*\*\*\*

**L'an Deux Mille Vingt Six, le vingt-cinq septembre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de BROGLIE légalement convoqué par monsieur Amaury LATHAM, maire de BROGLIE.**

Présents : M. PAGNIE Patrice,  
Mme. DUTOUR Martine,  
M. GALLIER Stéphane,  
Mme. DUBOC Dominique,  
Mme. BEUVE Véronique  
Mme. TESSIER Laurence,  
M. DELAS Jean-Baptiste  
Mme. VADELORGE Stéphanie,  
M. EMO Vincent,  
Mme. BRUMENT Magali,  
M. DE BROGLIE Philippe-Maurice,  
Mme DUFOUR Céline  
M. SEHET David.

Excusés : M. BARBANCHON Mathieu donne pouvoir à M. Amaury LATHAM

Secrétaire de Mme. TESSIER Laurence

séance :

Date de 17/09/2026

convocation :

Nombre de membres en 15

exercice :

Nombre de membres 15

présents ou représentés :

### **OBJET : CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE D'UN LOCAL AU 9 DE LA RUE PLANCHE BOTTIN A BROGLIE.**

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE BROGLIE, Réuni le 25 septembre en séance publique, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
VU le Code général de la propriété des personnes publiques (CGPPP), et notamment ses articles L. 2122-1 et suivants relatifs aux autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

VU la délibération du Conseil Municipal n° DCM 2026-06-05-04 du 5 juin 2026 du conseil municipal portant sur la location des salles communales ;

VU la demande de monsieur Claude MALO et madame Isabelle GLORIAN d'occuper, dans le cadre de l'activité des PROFESSEURS DE MUSIQUE, un local appartenant à la commune et sis au rez-de-chaussée du n° 9 de la rue Planche Bottin à BROGLIE (27270),  
CONSIDERANT que la convention annexée à la présente délibération vaut autorisation d'occupation dudit local et que cette autorisation est faite à titre précaire et révocable à tout moment pour des motifs d'intérêt général,  
CONSIDERANT qu'il y a lieu de fixer les conditions de cette occupation temporaire, sa durée et la redevance afférente,

### **DÉCIDE :**

**ARTICLE 1 :** Une autorisation d'occupation temporaire (AOT) est accordée aux PROFESSEURS DE MUSIQUE, pour l'organisation de cours de musique.



**ARTICLE 1 :** Une autorisation d'occupation temporaire (AOT) est accordée aux PROFESSEURS DE MUSIQUE, pour l'organisation de cours de musique.

**ARTICLE 2**

L'AOT fait l'objet de la convention jointe en annexe de la présente délibération

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à **l'unanimité**,  
AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention d'occupation du domaine public annexée à la présente, et l'engagement des sommes inscrites au Budget de l'exercice au compte 61521 pour les dépenses d'investissement.

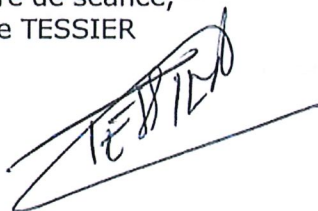
VALIDE la convention avec LES PROFESSEURS DE MUSIQUE ;

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ladite convention ainsi que tout document relatif à ce dossier, au nom et pour le compte de la Commune.

Le Maire est chargé de l'exécution de la présente décision.

Pour extrait certifié conforme,  
Fait et délibéré les jour, mois et an susdits,

La secrétaire de séance,  
Laurence TESSIER



Le Maire,  
Amaury LATHAM



Caractère exécutoire : "La présente délibération est exécutoire dès sa transmission au représentant de l'État dans le département, conformément aux articles L. 2131-1 et R. 2131-1 du CGCT."

Recours : "La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif d'Evreux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission en préfecture."

Rendu Exécutoire après Dépôt

en Préfecture



le 29/09/2026  
et Publication ou Notification  
du

le Maire





## ANNEXE

### Convention de mise à disposition d'un local communal

*sis au rez-de-chaussée du n° 9 de la rue Planche Bottin à BROGLIE (27270)*

#### ENTRE

La Commune de **BROGLIE**, place des Trois Maréchaux – 27270 BROGLIE, représentée par son maire, **Monsieur Amaury LATHAM**.

Désignée ci-après par l'appellation « LA COMMUNE »,

#### ET

Les bénéficiaires dénommés par **Madame GLORIAN entrepreneur individuel (SIRET 450 243 514 00020 – APE : 85.52Z enseignement culturel – avis de situation au répertoire SIRENE en date du 02/09/2025 annexé à la présente convention) et monsieur Claude MALO entrepreneur individuel (SIRET 343 387 908 00043 APE 85 52Z enseignement culturel – avis de situation au répertoire SIRENE en date du 18/09/2020 annexé à la présente convention) dont les sièges sont sis 1 rue du 11 novembre 27270 Broglie.**

Désignée ci-après par l'appellation « LES PROFESSEURS DE MUSIQUE ».

#### PRÉAMBULE

Vu l'Article L.2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,  
Vu l'Article L.2144-3 du Code Général des Collectivités Territoriales,  
Vu la demande par « LES PROFESSEURS DE MUSIQUE » d'occuper, dans le cadre de son activité, un local appartenant à « LA COMMUNE » et sis au rez-de-chaussée du n° 9 de la rue Planche Bottin à BROGLIE (27270),

Considérant que la présente convention vaut autorisation d'occupation dudit local susvisé et que cette autorisation est faite à titre précaire et révocable à tout moment pour des motifs d'intérêt général,

#### **Il est expressément convenu :**

- Que si « LES PROFESSEURS DE MUSIQUE » cessaient d'avoir besoin dudit local ou s'ils ne bénéficiaient plus des autorisations et agréments nécessaires à leurs activités alors cette mise à disposition deviendrait automatiquement caduque ;
- Que la mise à disposition dudit local est subordonnée au respect, par « LES PROFESSEURS DE MUSIQUE », des obligations fixées par la présente convention.

#### **EN CONSÉQUENCE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

##### **Article 1 – Désignation du local**

« LA COMMUNE » met à disposition pour « LES PROFESSEURS DE MUSIQUE » le local sis au **rez-de-chaussée du n°9 de la rue Planche Bottin à BROGLIE (27270)** sur la parcelle cadastrée AE415 d'une contenance de 00ha 00a51ca et dont elle est propriétaire.

Ledit local étant classé **E.R.P. de 5<sup>ème</sup> catégorie pouvant recevoir au maximum 19 personnes**, « LES PROFESSEURS DE MUSIQUE » s'engagent à ne jamais accueillir simultanément plus de 19 personnes au total.

Trois exemplaires de la clé permettant d'accéder à ce local seront à disposition « LES PROFESSEURS DE MUSIQUE ». La reproduction de cette clé est interdite.





En cas de perte ou de vol, « LES PROFESSEURS DE MUSIQUE » en assumeront les conséquences financières (changement des barillets et reproductions).

#### **Article 2 – Affectation du local**

Les entrepreneurs individuels s'engagent à affecter le local désigné dans l'Article 1 à l'usage exclusif des activités mentionnées dans leurs statuts, une copie de ceux-ci étant annexée à la présente convention.

Toute vente ou opération commerciale est formellement interdite dans l'enceinte de ce local, sauf si accord de « LA COMMUNE » après déclaration préalable dans les délais impartis.

#### **Article 3 – Nature et horaires d'utilisation du local**

Par la présente convention, « LES PROFESSEURS DE MUSIQUE » sont autorisés à utiliser le local désigné Article 1, chaque semaine, dans le cadre strict de son activité.

- Les lundis de 9h00 à 20h00
- Les mardis de 9h00 à 20h00

« LES PROFESSEURS DE MUSIQUE » s'engagent à respecter strictement les créneaux horaires qui lui sont attribués. Toute utilisation en dehors de ce créneau doit préalablement faire l'objet d'une demande d'autorisation par écrit auprès de « LA COMMUNE ».

Durant ce créneau, l'occupation du local ainsi que l'utilisation de ses équipements sont placées sous la responsabilité exclusive de « LES PROFESSEURS DE MUSIQUE ».

#### **Article 4 – Entretien du local**

Le local désigné Article 1 est entretenu chaque semaine par un agent de « LA COMMUNE ». Toutefois, « LES PROFESSEURS DE MUSIQUE » s'engagent à laisser ce local en bon état de propreté.

Par ailleurs, toute modification des lieux, même mineure, est **interdite** sans l'accord préalable de « LA COMMUNE ».

#### **Article 5 – Obligations des « ENTREPRENEURS INDIVIDUELS »**

De plus, les entrepreneurs individuels s'engagent à :

- Préserver le patrimoine de la commune en veillant à la surveillance et à une utilisation responsable des équipements, afin d'éviter toute dégradation ou usure prématurée, en particulier, Éteindre les lumières à la fin de chaque activité et abaisser le chauffage, si celui-ci est en fonctionnement.
- Prendre toutes les mesures de sécurité nécessaires, conformément à la réglementation en vigueur pour les locaux accueillant du public, afin d'assurer la sécurité des personnes, des équipements et du local.
- Respecter le règlement intérieur du local mis à disposition, le cas échéant.
- Respecter les principes d'égalité, de neutralité et de laïcité applicables au service public.

#### **Article 6 – Charges et redevances**

Le local mentionné dans l'Article 1 est mis à disposition des entrepreneurs individuels contre paiement d'une **redevance de 120 €** par an, conformément à la délibération 2026-06-05-04 du 5 juin 2026 du conseil municipal portant sur la location des salles communales (établissement d'une convention ad hoc).

Conformément à la délibération du Conseil Municipal du 12 décembre 2023, numéro 2023-12-01-03, les frais d'occupation, telles que l'électricité, le chauffage et l'eau, sont à la charge des entrepreneurs. Leur montant fait l'objet d'un forfait ré-évalué chaque année ou dans le cas d'une hausse inhabituelle des tarifs de l'énergie. Pour l'année 2027, le montant des **charges s'élève à 180€**.

**Le total des frais d'occupation (redevance + charges) s'élève ainsi à 300€ par an, payables annuellement**

#### **Article 7 – Impôts et taxes**

Les **impôts et taxes de toute natures** relatifs au local désigné Article 1 seront supportés par « LA COMMUNE ».





### **Article 8 – Travaux de maintenance des bâtiments**

« LA COMMUNE » s'engage à réaliser les travaux qui sont à sa charge en tant que propriétaire. « LES PROFESSEURS DE MUSIQUE » informeront « LA COMMUNE » des travaux qu'elle estime nécessaires à la sécurité, à la bonne utilisation ou à la conformité du local désigné Article 1 sous peine d'être tenue responsable de toute aggravation résultant de son silence ou de son retard d'information.

Les frais des travaux de maintenance des bâtiments seront supportés par « LA COMMUNE ».

### **Article 9 – Assurance et responsabilité**

« LES PROFESSEURS DE MUSIQUE » s'engagent personnellement à supporter l'entière responsabilité des dommages tant mobiliers qu'immobiliers qui pourraient être constatés dans le local désigné Article 1 et/ou sur ses équipements à l'issue de son occupation et/ou de leur utilisation, ainsi que l'entière responsabilité dans ce même contexte de la disparition d'objets mobiliers (de « LA COMMUNE »).

« LES PROFESSEURS DE MUSIQUE » assument l'entière responsabilité des biens nécessaires à leur activité, stockés dans ce local, « LA COMMUNE » n'assumant aucune obligation de surveillance.

En particulier, « LES PROFESSEURS DE MUSIQUE » répondront des dégradations et pertes qui pourraient survenir pendant la durée du contrat dans ce local, commises tant par eux que par toute autre personne participant à leur activité ou effectuant des interventions pour leur compte, à moins qu'elle ne prouve qu'elles aient eu lieu par cas de force majeure, par faute de « LA COMMUNE » ou par le fait d'un tiers.

« LES PROFESSEURS DE MUSIQUE » **devra souscrire auprès d'une compagnie d'assurance notoirement connue, un contrat d'assurance** pour leur matériel contre le vol, l'incendie, les dégâts des eaux et couvrant sa responsabilité civile vis-à-vis de tous les dommages pouvant résulter de ses activités.

« LES PROFESSEURS DE MUSIQUE » devront fournir un **justificatif** de la souscription d'une police d'assurance **garantissant sa responsabilité civile et les risques locatifs**.

La responsabilité de « LA COMMUNE » ne saurait être recherchée, pour quelque cause que ce soit, notamment en cas d'accident occasionné par une mauvaise utilisation des équipements en place ou du local.

La présente convention est consentie aux charges et conditions générales que « LES PROFESSEURS DE MUSIQUE » acceptent précisément, à savoir :

- Faire leur affaire personnelle de toutes les réclamations ou contestations de tiers concernant son activité ;
- Se conformer aux lois et règlements en vigueur en matière d'encadrement.

### **Article 10 – Sous-location**

« LES PROFESSEURS DE MUSIQUE » **s'interdisent de sous-louer** tout ou partie du local désigné Article 1, objet de la présente convention, et plus généralement d'en conférer la jouissance totale ou partielle à un tiers par quelque modalité juridique que ce soit.

### **Article 11 – Durée de la convention, état des lieux et caution**

La présente convention est conclue pour la période **du 01/10/2026 au 31/12/2027**.

« LES PROFESSEURS DE MUSIQUE » devront se soumettre à un **état des lieux d'entrée** lors de la remise par « LA COMMUNE » des trois exemplaires de la clé du local désigné Article 1.

« LES PROFESSEURS DE MUSIQUE » s'engagent à régler la **caution de 1.000 € par chèque**, à la remise de ces clés, après état des lieux.

**La convention sera reconductible par avenant actualisé pour une durée de 12 mois à compter du 01/01/2028 sous réserve de l'accord préalable du Conseil Municipal.**

En cas de non-reconduction, « LES PROFESSEURS DE MUSIQUE » devront impérativement se soumettre à un **état des lieux de sortie** dont la date sera fixée par « LA COMMUNE » et à l'issue duquel le montant de la caution sera restitué si aucune dégradation constatée.



### Article 12 – Dénonciation de la convention

« LA COMMUNE » ou « LES PROFESSEURS DE MUSIQUE » pourront mettre fin à la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception à l'autre partie, en respectant un **préavis de trois semaines** avant la date d'échéance.

### Article 13 – Avenant à la convention

La présente convention **peut être modifiée à tout moment**, en fonction des impératifs du service public et dans le respect de l'Article L.2144-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

### Article 14 – Résiliation de la convention

En cas d'atteinte à l'ordre public ou de dégâts interdisant la continuité normale de l'activité, « LA COMMUNE » se réserve le droit de procéder à la fermeture du local désigné Article 1 sans préavis, sur arrêté pris par le Maire.

En cas d'inexécution des obligations contenues dans la présente convention par « LES PROFESSEURS DE MUSIQUE », ou de carence grave de ces derniers à en appliquer les modalités, la convention sera résiliée de plein droit.

La présente convention sera également résiliée de plein droit en cas de dissolution de « LES PROFESSEURS DE MUSIQUE » ou par la destruction du local par cas fortuit ou de force majeure.

### Article 15 – Résolution des litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec de voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le Tribunal territorialement compétent (Tribunal Administratif de Rouen – 53 avenue Gustave Flaubert – 76000 ROUEN / le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application *Télérecours citoyens* accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)).

Fait en DEUX EXEMPLAIRES, à BROGLIE, le .

**M. Amaury LATHAM**

*Maire de la Commune de Broglie*

**M. Claude MALO**

*Entrepreneur individuel*

**Ecole de musique**

**Mme Isabelle GLORIAN**

*entrepreneur individuel*

**Ecole de musique**

